

Et ensuite en page 11, voici ce qu'il dit des conséquences du déficit:

... nous les connaissons tous. Nous savons tous que ni les entreprises ni l'État ne peuvent continuer longtemps à dépenser plus qu'il ne gagnent. Sinon ils courent à la faillite. Dans le cas de l'État fédéral, nous pouvons avoir recours pendant un certain temps à la planche à billets pour payer nos folies. Mais cela ne fera qu'avilir encore plus notre monnaie, avec l'écroulement financier à la clé.

Cela s'applique aussi bien au Canada qu'aux États-Unis. Malheureusement, le gouvernement n'a pas compris. Les ministres n'ont pas dominé la situation, ils n'ont pas appliqué les politiques dont ils avaient pourtant dit qu'elles étaient nécessaires pour prendre en main les dépenses publiques. Je pense que si nous n'agissons pas immédiatement, nous allons avoir des ennuis sérieux. Heureusement, devant notre opposition à autoriser un emprunt de 17 milliards, le gouvernement a fini par plier. Il ne demande plus l'autorisation que pour un an.

A mesure que s'accroît notre dette, un pourcentage plus élevé de nos revenus sont siphonnés pour payer l'intérêt de cette dette. Il y a exactement dix ans, l'intérêt de la dette nationale se chiffrait à 893 millions; aujourd'hui, il se chiffre aux environs de 4 milliards. Le gouvernement actuel a beau jeu d'aller de l'avant et de dépenser et d'emprunter allègrement, mais je frémis en pensant au fardeau qu'il impose ainsi à mes enfants, à mes petits-enfants et aux générations subséquentes qui n'auront aucun moyen de sortir du marasme où le gouvernement actuel les aura plongés par ses dépenses.

M. Paul E. McRae (Fort William): Monsieur l'Orateur, je trouve que le présent débat sur le pouvoir d'emprunt s'embrouille dans la confusion. Cette confusion est peut-être délibérée, mais si tel n'est pas le cas, elle découle certainement d'une très grande naïveté. A propos de dettes, par exemple, il est ridicule que dire que, parce que je dois \$10,000 et une autre personne \$20,000, cette dernière a deux fois plus de dettes que moi. Tout le monde sait qu'il convient de tenir compte des biens individuels de la personne, de sa capacité de gain et du pourcentage du coût de ce prêt par rapport à son revenu. Ce sont les questions que nous devons poser quand nous parlons de la dette nationale. On parle du pouvoir d'emprunt du gouvernement et de l'augmentation constante de la dette, mais il faut établir un point de comparaison pour comprendre l'importance de cette dette.

● (1542)

En 1960, c'est-à-dire la dernière année que le parti progressiste conservateur a été au pouvoir au Canada, la dette nationale, qui avait commencé à augmenter, représentait 33 p. 100 du produit national brut. En 1972, elle avait baissé à 19 p. 100 du produit national brut. C'est une réduction considérable, monsieur l'Orateur, et cela veut dire que notre situation était plus avantageuse en 1972 qu'en 1960 parce que notre actif n'avait pas tout à fait doublé pendant cette période. A l'heure actuelle, même si les chiffres que nous avons datent d'il y a plusieurs mois, la dette ne représente que 18.7 p. 100 du produit national brut. Cela veut donc dire qu'en 16 ans, le pourcentage de la dette par rapport aux gains réalisés par tous les produits et les services du Canada est passé de 33 p. 100 à moins de 19 p. 100. D'ici un an ou deux, ce pourcentage

Pouvoir d'emprunt—Loi

augmentera probablement à une allure raisonnable. Il passera sans doute à environ 21 ou 22 p. 100.

A mon avis, il est extrêmement important de considérer la dette comme une fonction des gains, monsieur l'Orateur. Nous devons aussi tenir compte des frais occasionnés par la dette en tant que fonction des gains. En 1967, les frais d'intérêt sur la dette nationale représentaient 1.9 p. 100 du produit national brut; en 1977, même si les taux d'intérêt avaient presque doublé, les frais d'intérêt représentaient 2.4 p. 100 du produit national brut. Il faut tenir compte de tous les facteurs. Le gouvernement se préoccupe énormément, et à juste titre, comme l'opposition l'a signalé, de l'augmentation de la dette et de la possibilité que nos dépenses soient trop élevées pour nos moyens. Il est à la fois injuste, embrouillant et naïf de considérer la dette en termes absolus et non par rapport au produit national brut ou à notre actif.

Une autre chose qui me préoccupe à propos de ce bill, c'est qu'il a dû être présenté à cause des fluctuations du dollar canadien. Le gouvernement a besoin d'emprunter 7 milliards de dollars—et le bill n'autorise le gouvernement qu'à emprunter cette somme et non à la dépenser—surtout à cause des efforts qu'il a fournis pour maintenir le dollar à niveau raisonnable ou du moins pour soutenir les fluctuations du dollar. C'est une chose que nous devons comprendre.

Nous n'aurions pas besoin d'emprunter ces 7 milliards de dollars sans cela et si nous les empruntons, nous ne les dépenserons pas—nous avons emprunté 5.4 milliards de dollars jusqu'ici—nous ne dépenserons pas cet argent pour payer nos dépenses courantes. Ce que cela veut dire en réalité, c'est que quand nous empruntons de l'argent, comme les 5.4 milliards de dollars que nous avons déjà empruntés, nous payons de l'intérêt sur l'emprunt, puis nous nous servons de l'argent pour faire des placements quelconques qui produisent à leur tour des intérêts. Le coût de cet emprunt correspond à la différence nette entre le coût de l'emprunt et les recettes tirées de l'investissement.

Je pense que le dollar canadien va remonter. Les avoirs que nous avons achetés en marks allemands, en dollars américains, etc., connaîtront une réévaluation qui aura ses avantages étant donné que cela va contribuer à réduire le coût réel net du remboursement de tout l'emprunt.

Inutile d'évoquer une pénible descente aux Enfers ou de prétendre que la dette va peser sur les générations à venir: il s'agit de stabiliser le dollar, d'investir et d'établir la différence en intérêts entre ce qu'il nous faut payer et les recettes que nous retirerons de nos investissements.

Je tiens à traiter du dollar canadien, car il me semble que sa dépréciation, du moins si elle demeure inférieure à 90c., présente de grands avantages pour notre économie, surtout en ce moment. J'ai pu me rendre compte de ses répercussions bénéfiques à Thunder Bay où l'industrie de la pâte et papier est active, sur le plan du transport des céréales, de la construction de wagons ferroviaires et d'autre matériel destiné aux marchés étrangers par l'intermédiaire de la SEE. Depuis un an ou un an et demi, cette ville accuse le taux de chômage le plus bas du Canada et cela est pour une bonne part dû au cours de notre dollar. A mon avis, la dévaluation a présenté encore d'autres avantages.